

## Questions orales

## L'OFFICE NATIONAL DU FILM

LA COUPURE DE BUDGET TOUCHANT M. GILLES GROULX  
[Français]

**M. Léonel Beaudoin (Richmond):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Peut-il informer la Chambre des circonstances qui entourent la coupure de budget dont a été victime un cinéaste québécois, en l'occurrence M. Gilles Groulx, par l'Office national du film?

**M. l'Orateur:** La question pourrait être inscrite au *Feuilleton*. Cependant, l'honorable ministre pourrait peut-être en prendre avis.

\* \* \*

## LA SÉCURITÉ-SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—LE MAINTIEN DU  
PRINCIPE DE L'UNIVERSALITÉ

**M. Jacques Olivier (Longueuil):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Pourrait-il nous dire si le ministère étudie actuellement la possibilité de maintenir le principe de l'universalité en ce qui a trait aux allocations familiales?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** J'ai déjà répondu, monsieur le président, que le ministère étudie actuellement toutes les possibilités à ce sujet.

\* \* \*

## LES MÉDICAMENTS

LA LISTE PUBLIÉE PAR LE MINISTÈRE—LA GARANTIE  
D'ÉQUIVALENCE THÉRAPEUTIQUE

[Traduction]

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de la Santé et du Bien-être social. Étant donné qu'il a affirmé que tous les médicaments figurant dans le catalogue des drogues sont équivalents, catalogue publié par son ministère qui transmet la liste à tous les médecins, j'aimerais lui demander s'il peut assurer la Chambre que tous les médicaments figurant dans ce catalogue ont la même qualité et la même valeur thérapeutique pour traiter la même maladie?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, le programme QUAD est une des mesures que prend le gouvernement pour aider à diminuer le coût des médicaments pour le consommateur du Canada. Le programme QUAD contient trois éléments: le premier, pour déterminer la qualité, soit les essais chimiques, le deuxième, pour évaluer la capacité de fabrication et le troisième pour mesurer l'efficacité clinique. Aucune de ces trois caractéristiques seule ne peut garantir l'équivalence mais, pris ensemble, ces trois facteurs fournissent de fortes preuves d'équivalence clinique. Ainsi, deux grammes d'un médicament donné présentant une analyse chimique acceptable, qui sont biodisponibles et qui ont été produits dans des conditions satisfaisantes peuvent être considérés comme thérapeutiquement équivalents.

[M. l'Orateur.]

• (1510)

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Que le député de Simcoe-Nord m'excuse mais le député de Halton soulève une question de privilège.

**M. O'Connor:** Monsieur l'Orateur, ma question de privilège est motivée par plusieurs des remarques faites cet après-midi par le ministre de l'Industrie et du Commerce. A plusieurs reprises, il a évoqué les mesures transitoires contenues dans l'Accord sur l'automobile. Je n'avais alors aucune certitude et, pour plus de précision, j'ai, depuis lors, lu les accords, y compris les lettres de différents constructeurs d'automobiles, et nulle part il n'est question de la nature transitoire des mesures ou des garanties...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Il ne s'agit nullement d'une question de privilège. Le député de Simcoe-Nord a la parole.

**M. Rynard:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Est-il vrai que, dans tous les cas, il est impossible au gouvernement de vérifier la qualité ou l'équivalence thérapeutique des médicaments figurant au catalogue?

**M. Lalonde:** Monsieur l'Orateur, ma réponse précédente répond à cette question.

\* \* \*

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES RADIOPHARES UNIDIRECTIONNELS DANS LE NORD  
CANADIEN

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire fait suite aux questions posées par le député de Fundy Royal et le député de Yukon. Je l'adresse au ministre des Transports. Elle porte sur l'enquête tenue à Yellowknife. Les témoignages alléguant que les radiophares unidirectionnels le long de la route prescrite sont insuffisants, faibles et flous, le ministre songe-t-il actuellement à accélérer le programme visant à améliorer les aides à la navigation dans le Nord canadien, le long des principaux corridors aériens?

**L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais fournir plus de détails cet après-midi, mais je préférerais le faire demain, si le député y consent. Nous faisons de grands efforts pour améliorer toutes les aides radio à la navigation, non seulement dans l'Arctique mais aussi dans l'ensemble du Canada.

L'ÉCRASEMENT D'UN DC 8 À TORONTO—LE RÈGLEMENT  
DES RÉCLAMATIONS

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser la question suivante au ministre des Transports. Étant donné qu'un DC 8 d'Air Canada s'est écrasé malheureusement à Toronto il y aura deux ans en juillet, je crois, le ministre peut-il dire si les réclamations d'assurance-vie ont été réglées, afin que l'on puisse liquider la succession des défunts?